



Des stratégies douteuses au service de l'économie « verte »

Bulletin du WRM 274

Avril 2025

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

Les communautés s'élèvent contre l'accaparement des terres et la violence de l'État	3
Les ONG au service du pillage des territoires : le cas de la Earthworm Foundation.....	7
Quand les plantations riment avec spoliation : lutttes communautaires dans la province du Cap-Occidental en Afrique du Sud.....	16
Dégrader les territoires au lieu de les récupérer : des plantations dirigées au marché du carbone dans l'Orinoquia colombien.....	21
Thaïlande : Les grandes centrales hydroélectriques ne font pas d'énergie propre ! Les communautés qui luttent contre les barrages échangent leurs expériences et émettent une déclaration commune.....	28
Déclaration Solidaritas Merauke, un appel urgent de la Papouasie : Stop au projet stratégique national de Merauke.....	32
TIRÉ DES ARCHIVES DU BULLETIN DU WRM	
À relire : Méga-plantations de pins en Patagonie argentine : envahissement des terres, incendies et pénuries d'eau.....	34
RECOMMANDATIONS	
« Le pire fonds de conservation jamais créé ».....	34
Les communautés autochtones de Marudi s'opposent au projet carbone d'une société d'exploitation forestière au Sarawak, en Malaisie.....	35
Cameroun : la lutte pour leurs terres ancestrales continue !.....	35

NOTRE OPINION

Les communautés s'élèvent contre l'accaparement des terres et la violence de l'État

Dans les pays du Sud global, les communautés qui résistent l'accaparement de terres par les multinationales, sont confrontées non seulement à la violence des sociétés, mais aussi aux gaz lacrymogènes, aux matraques et à la répression de l'État. Contestant l'interprétation erronée et abusive selon laquelle « toutes les terres appartiennent à l'État », dont les gouvernements se servent pour protéger les intérêts des entreprises, les communautés continuent leur lutte pour récupérer leurs terres ancestrales « parce que c'est un lieu sacré ; c'est un lieu qui donne un sens à [leur] existence ».

Cet éditorial parle du courage et de la détermination des communautés qui se mobilisent pour dénoncer et résister à la mainmise des sociétés sur les terres communautaires. Souvent, elles sont confrontées non seulement à la violence et à la mainmise des sociétés sur leurs terres, mais aussi aux gaz lacrymogènes, aux matraques et à la répression de l'État. Par exemples, quand les gouvernements recourent à « une interprétation abusive et intéressée de la notion selon laquelle “toutes les terres appartiennent à l'État” » pour protéger les intérêts des sociétés. (1)

C'est précisément ce qui se passe dans la région du Littoral au Cameroun, où la communauté d'Apouh à Ngog s'oppose à la replantation de plantations industrielles de palmiers à huile sur leurs terres ancestrales par Socapalm, une filiale camerounaise de la tristement célèbre multinationale Socfin. Depuis près de 50 ans, les activités de l'entreprise rendent la vie insupportable pour la communauté d'Apouh à Ngog, dont le village d'origine a été rayé de la carte par les plantations de palmiers à huile de l'entreprise il y a plusieurs dizaines d'années.

Alors que Socapalm renouvelle les sections d'anciennes plantations de palmiers à huile, la société ignore les demandes de restitution des espaces vitaux de la communauté situés immédiatement autour du village, et rapproche même encore ses plantations de la lisière du village. « S'ils n'arrêtent pas ces opérations, les femmes qui vivent près de Socapalm à Edéa devront endurer encore 50 ans de souffrances, d'abus, de viols, de vols, de faim, de frustrations et de violations de nos droits, de notre intimité et de notre dignité. » C'est ce qu'explique l'Association des femmes riveraines de la SOCAPALM Edéa (**AFRISE**) dans une pétition demandant la fin de cette occupation des espaces vitaux du village par la Socapalm, certifiée selon les normes de la RSPO. (2)

En janvier 2025, les femmes de l'AFRISE ont planté des jeunes bananiers sur quelque 35 hectares de terres contestées préparées pour être replantées par Socapalm. La société a aspergé les jeunes plants de produits chimiques peu après et, le 24 mars, elle est revenue sous la protection de dizaines de militaires armés pour poursuivre le replanting. Surmontant la peur et affrontant les gaz lacrymogènes et les matraques, la communauté s'est interposée face aux bulldozers de la société, bloquant le replanting pendant plusieurs jours. Alors que la société poursuivait ses travaux de plantation, plus de 60 organisations ont demandé l'arrêt immédiat de l'expansion progressive de la société sur les terres ancestrales de la communauté. Elles ont également exhorté le gouvernement camerounais à garantir un espace vital à la communauté d'Apouh à Ngog, au lieu d'envoyer des forces armées pour protéger les intérêts de Socfin, une entreprise qui, plus que nombre d'autres, incarne le modèle colonial d'exploitation de la région.

C'est aussi ce qui se passe dans la municipalité d'Aracruz, dans l'État brésilien d'Espírito Santo, où un millier de femmes du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) se sont mobilisées pour exiger une réforme agraire et s'opposer aux multiples formes de violence perpétrées à l'encontre des femmes. (3) Sous le slogan « L'agrobusiness est synonyme de violence et de crimes contre l'environnement - Les femmes luttent contre le capital. », elles ont occupé des terres contrôlées par Suzano, le plus grand exportateur mondial de pâte à papier. Depuis des années, la société agit en toute impunité, s'appropriant de vastes étendues de terres fertiles et commettant des violations à l'encontre des peuples autochtones, des communautés quilombola et des paysans sans terre. Dans un communiqué de presse, le MST souligne que « les multinationales ne s'intéressent pas à l'acquisition des terres pour résoudre le problème de la faim dans le pays. » Il serait possible d'installer plus de 100 000 familles sur les 2,7 millions d'hectares de terres fertiles détenues par Suzano au Brésil. En 2011, Suzano avait accepté de fournir 22 zones occupées par la société pour l'installation de paysans sans terre, mais elle n'a pas respecté son engagement.

Tout comme l'AFRISE à Apouh à Ngog, les femmes occupant les terres à Aracruz jurent de poursuivre leur lutte pour obtenir des terres afin d'y cultiver des cultures vivrières, car elles aussi sont confrontées à un État qui se range du côté de la société, et non des paysans. (4)

C'est aussi ce qui se passe en Côte d'Ivoire, où 20 membres de la communauté autochtone Winnin ont été arrêtés en décembre 2024. Les Winnin ont exprimé leur opposition à la privatisation de leurs terres ancestrales dans la forêt de Monogaga. (5) Les communautés Winnin vivent dans ces forêts, qui assure leur subsistance depuis plus de 600 ans. Le ministère ivoirien des Eaux et Forêts a accordé une concession dans la forêt de Monogaga à la Roots Wild Foundation, dont les activités ont déjà provoqué des conflits avec les communautés. Les arrestations et les menaces à l'encontre des membres des Winnin avant leur détention ont émergé de sérieuses inquiétudes concernant la criminalisation des défenseurs des terres dans la région.

C'est également ce qui se passe en Indonésie, en Papouasie et dans toute la région du Mékong, comme le montrent deux déclarations que nous publions dans cette édition du bulletin. En Papouasie, le mouvement Solidaritas Merauke s'est réuni pour partager des témoignages des souffrances et des traumatismes collectifs causés par les crimes des sociétés, sous protection de l'État, notamment au nom de ce que le gouvernement indonésien appelle des projets stratégiques nationaux (PSN). La déclaration, préparée collectivement par le mouvement Solidaritas Merauke, met en lumière les luttes des communautés contre la spoliation de leurs espaces de vie par ces mégaprojets des sociétés et l'État qui profanent ce que les communautés considèrent comme sacré. En Thaïlande, des communautés de la région du Mékong et des communautés Punan du Nord Kalimantan en Indonésie se sont réunies pour échanger et s'informer sur les luttes communautaires contre les projets de méga-barrages hydroélectriques. À l'occasion de la Journée internationale d'action contre les barrages, le 14 mars, elles ont réaffirmé, dans une déclaration, l'importance de s'unir pour montrer que « nous sommes unis, déterminés dans notre lutte collective pour défendre nos rivières, nos forêts et notre avenir contre les fausses solutions vertes et la cupidité des sociétés ».

Dans une interview accordée au WRM en 2018, un leader du peuple Akroá-Gamela au Brésil explique pourquoi, malgré la peur de la répression étatique et de la violence des sociétés avides de profit, les communautés restent fermes dans la lutte pour récupérer leurs terres ancestrales : « parce que c'est un lieu sacré ; c'est un lieu qui donne un sens à notre existence ». (6)

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

C'est parce que leur terre donne un sens à leur existence que les communautés s'opposent à la violence des sociétés et à l'interprétation abusive et intéressée des gouvernements selon laquelle « toutes les terres appartiennent à l'État ». De la communauté Apouh à Ngog jusqu'à Aracruz, en passant par de nombreux autres endroits, les communautés s'organisent pour protéger et récupérer les terres de leurs ancêtres - La lutte continue !

Secrétariat du WRM

- (1) Bulletin WRM 241. 2018. Un point de vue africain : Surmonter la peur pour construire des mouvements plus forts.
- (2) Pétition. Cameroun : Témoignages de femmes qui revendiquent leurs terres.
- (3) Contre le capital et le patriarcat, les femmes MST mènent une journée de lutte et occupent des plantations d'eucalyptus de la société Suzano au Brésil.
- (4) Brasil de Fato. 2025. Justiça determina despejo de mulheres do MST em área da Suzano no ES.
- (5) Mongabay. 2025. Des leaders communautaires emprisonnés après s'être opposés à la privatisation controversée d'une forêt classée en Côte d'Ivoire.
- (6) Bulletin WRM 241. 2018. Brésil : Je suis Kum'tum, je suis du peuple Akroá-Gamela.

Les ONG au service du pillage des territoires : le cas de la Earthworm Foundation

Under the guise of 'conflict mediation' and community empowerment, the work of certain corporate NGOs results in communities continuing without access to and control over their lands, and in strengthening destructive production models. One example is the Earthworm Foundation's partnership with palm oil agribusiness in several countries. See the article and interview below.

Depuis des décennies, des sociétés de l'agrobusiness, de l'extraction minière et de l'industrie pétrolière s'associent à des ONG et à des organisations à but non lucratif dans le but de verdir leur image, en guise de réponse à la pollution et à la destruction causées par leurs activités. Pour les sociétés, se promouvoir comme « durables » sur la base de ces partenariats est une stratégie efficace pour répondre aux demandes des consommateurs, obtenir des avantages fiscaux, accéder à des financements et se conformer aux mesures compensatoires requises par les organismes de réglementation.

Mais au-delà de ce blanchiment écologique, les organisations recrutées par les sociétés extractives et l'agrobusiness jouent aussi un rôle de plus en plus central dans la soi-disant « médiation des conflits » avec les communautés rurales vivant sur les territoires ciblés par ces industries. L'une de ces organisations est la Earthworm Foundation, dont le nom apparaît fréquemment dans les rapports reçus par le WRM de la part des communautés confrontées à des conflits avec des sociétés dans les territoires qu'elles habitent.

Qu'est-ce que la Earthworm Foundation ?

Fondée en 1999 sous le nom de Tropical Forest Trust, ce n'est qu'en 2019 qu'Earthworm est devenue une fondation. Basée en Suisse, l'entité compte plus de 300 collaborateurs répartis dans plus de 15 bureaux dans différents pays. (1)

Selon la fondation, sa mission est de « créer un monde où l'humain et la nature prospèrent en harmonie » (2). L'une de ses vidéos promotionnelles indique qu'Earthworm « crée des solutions avec le secteur privé pour guérir la nature et les populations ». (3) Ce ton presque lyrique est cependant très éloigné de ce que fait réellement la Earthworm Foundation, et surtout de ceux pour qui elle travaille. En pratique, ses activités aident les multinationales à s'assurer que rien n'entrave le flux de marchandises tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement, en veillant à ce qu'aucun obstacle ne freine l'extraction des matières premières ni l'expansion des ventes de leurs produits sur les marchés mondialisés.

Les sociétés et la Earthworm Foundation

Dans son rapport annuel 2023, la Earthworm Foundation liste de grandes sociétés - principalement issues de l'agrobusiness, mais aussi des secteurs de l'exploitation minière, des

biens de consommation ou de la grande distribution - parmi ses partenaires et soutiens. (4) Au cours des années précédentes, l'organisation a également reçu des fonds de sociétés pétrolières, telles que Shell.

Sociétés partenaires d'Earthworm (2023)	
Secteur	
Agrobusiness	Bunge, Cargill, Wilmar, Asia Pulp & Paper, Louis Dreyfus Foundation, Olam, Veracel (Suzano et Stora Enso) et Socfin, entre autres.
Biens de consommation et grande distribution	Pepsico, Nestlé, Danone, Mars, L'Oréal, Colgate-Palmolive, Mc Donald's, Wal-Mart Foundation et 3M, entre autres.
Exploitation minière	Alcoa

Entre 2019 et 2023, les revenus de la Earthworm Foundation ont augmenté de 59 pour cent, pour atteindre près de 100 millions de dollars. Environ 90 pour cent de cette somme proviennent de ses plus de 50 membres et partenaires – principalement des sociétés privées – contre environ 4 pour cent provenant de subventions des autorités publiques. Cette croissance des revenus se reflète également dans la rémunération des huit membres de la direction exécutive de la fondation, qui ont perçu 1,6 million de dollars des États-Unis en 2023. (5)

Dans l'une de ses vidéos promotionnelles, Earthworm affirme : « si nous ne travaillons pas avec le secteur privé, nous ne changeons pas le monde ». (6). Mais dans la mesure où plusieurs sociétés du secteur privé sont membres de la fondation, une question s'impose : où se situe la limite entre travailler avec ces sociétés et travailler pour elles ?

Que fait la Earthworm Foundation ?

Earthworm entre en scène lorsqu'un conflit entre une société et des communautés menace d'une manière ou d'une autre d'affecter les bénéficiaires de cette société. La fondation est alors chargée de résoudre le problème dans le cadre d'un processus de médiation, dans un esprit de bonne volonté entre toutes les parties concernées. Cependant, ce que le WRM a appris au fil de décennies de soutien aux luttes communautaires, c'est que l'accapement des terres, la violence, les conflits et la destruction sont des éléments structurels et inséparables des modèles économiques des clients d'Earthworm – et qu'il est impossible de les résoudre par le biais de la médiation et de la bonne volonté.

Dans cette optique, Earthworm prend contact avec les communautés affectées, organise des formations et d'autres activités avec des ONG, des gouvernements, des universitaires, etc. Mais dans quelle mesure une organisation qui se propose de servir de médiateur dans des conflits peut-elle le faire de manière équitable, quand la plupart de ses fonds proviennent des sociétés qui sont à l'origine des conflits ? Au-delà de la question financière, une autre question se pose : peut-on parler d'intervention honnête lorsque la vision du monde de ceux qui se présentent comme des

médiateurs est beaucoup plus proche de celle des sociétés que de celle des communautés affectées ? Des questions de ce type ont été soulevées à plusieurs endroits où Earthworm est intervenue au nom des sociétés.

Earthworm « médiateur » des conflits entre l'industrie de l'huile de palme et les communautés rurales

Prenons pour exemple l'un des principaux produits sur lesquels se concentre l'activité d'Earthworm : l'huile de palme. Le système de production d'huile de palme adopté par de nombreuses sociétés qui financent Earthworm repose sur les plantations en monoculture, l'utilisation intensive de pesticides, les engrais synthétiques, la surexploitation de la main-d'œuvre et l'appropriation des territoires communautaires. (7) En Afrique de l'Ouest et Centrale, en particulier, le processus même par lequel les sociétés d'huile de palme ont obtenu les concessions forestières est généralement au cœur des différends avec les communautés. Des multinationales telles que Socfin, Wilmar et Golden Veroleum continuent de bénéficier de lois foncières de l'époque coloniale qui ne respectent pas les droits des communautés sur leurs terres traditionnelles et qui leur cèdent de vastes étendues de territoires communautaires. (8)

En conséquence, ce modèle est inévitablement associé à la perte de terres, aux violences et à l'affaiblissement de la gouvernance communautaire traditionnelle. Les communautés impactées sont également confrontées à la contamination des cours d'eau, à la perte d'accès aux terrains de chasse, à la nourriture et aux plantes médicinales. En bref, les territoires dans lesquels elles vivent sont complètement transformés par la production de marchandises destinées à l'exportation.

L'incompatibilité et l'affrontement entre ce modèle de production et le mode de vie des communautés traditionnelles ont provoqué de graves conflits dans plusieurs régions du Sud global. La Earthworm Foundation a été engagée par des sociétés du secteur de l'huile de palme pour intervenir dans plusieurs de ces conflits, ce qui a eu tendance à aggraver plutôt qu'à résoudre les problèmes rencontrés par les communautés.

Earthworm et Socfin au Cameroun et au Libéria

Un exemple est le géant de l'agrobusiness Socfin, dont les actionnaires majoritaires sont la famille belge Fabri et le milliardaire français Vincent Bolloré. La société est devenue membre d'Earthworm en 2017, à peu près au même moment où elle publiait sa « politique de gestion responsable ». Dans ce document, Socfin prétend s'engager, entre autres, auprès des communautés rurales dans les régions de ses plantations de palmiers et d'hévéas.

Le Cameroun, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Cambodge sont quelques-uns des pays dans lesquels les filiales de Socfin opèrent et où Earthworm a mené des enquêtes sur les conflits provoqués par la présence de la société. Depuis 2023, la fondation a publié sept rapports sur ces conflits. Tous suivent un schéma récurrent qui donne à Earthworm l'organisation l'allure d'un

porte-parole du groupe Socfin, bien plus que celle d'un organisme indépendant chargé d'enquêter sur des plaintes contre la société. (9) Trois éléments récurrents se dégagent de ces rapports :

Tout d'abord, Earthworm reconnaît que « les opérations du Groupe Socfin continuent de faire l'objet d'allégations sur le plan socio-environnemental », ce qui est indéniable. Mais elle précise que ces plaintes proviennent « des médias internationaux et de la société civile locale et internationale ». Il est à noter qu'en complétant la phrase de cette manière dès le début de ses rapports, Earthworm renvoie le problème aux médias et aux ONG, comme si c'était eux, plutôt que les communautés affectées, qui déposaient des plaintes pour violations. De plus, dans les rapports d'Earthworm, cette reconnaissance des violations par Socfin est toujours accompagnée d'une mention selon laquelle la société a fait « progrès [...] dans la mise en œuvre de ses engagements en matière de gestion responsable ».

Deuxièmement, parmi les divers impacts signalés par les communautés – tels que l'accaparement des terres, la violence sexuelle, la pollution des cours d'eau, la destruction de tombes et de sites sacrés, les menaces et l'intimidation, entre autres (10) – Earthworm n'en reconnaît que quelques-uns dans ses rapports. Un certain nombre d'incidents finissent invariablement par être classés explicitement comme des « allégations non fondées », « partiellement fondées » ou encore « fondées, mais pas de la responsabilité de SOCFIN ». C'est notamment le cas dans les rapports d'Earthworm portant sur trois sites au Cameroun (Edéa, Mbongo et Mbambou), où il a été décidé que Socfin devait restituer plusieurs milliers d'hectares de terres aux autorités locales décentralisées. Selon Earthworm, il s'agit d'une mesure « en cours », initiée il y a sept ans via des enquêtes foncières visant à délimiter les plantations de la société. Face à un processus qui traîne depuis des années, les communautés ont repris l'initiative en réoccupant certaines zones, affirmant ainsi leur droit légitime sur ces terres. Au lieu de proposer une lecture impartiale du contexte, Earthworm adopte la perspective de la société en parlant d'« intrusion de tiers » et en affirmant qu'il y a « des empiètements dans les Titres Fonciers de SOCAPALM [Mbambou et Mbongo] par des tiers (communautés, travailleurs, etc.) ». (11)

Un autre exemple nous vient du Libéria. Après 7 ans de partenariat, l'incapacité de Socfin et d'Earthworm à résoudre les conflits avec les communautés a amené la société à vendre une de ses plantations dans le pays en 2024. (12) Mais pourquoi cette vente, si des « progrès » étaient supposément en cours ?

La troisième caractéristique des rapports d'Earthworm est précisément leur insistance sur une dynamique positive, selon laquelle tout relèverait d'une « dynamique d'amélioration continue ». Dans l'une de ses enquêtes les plus récentes sur les conflits entre Socfin et les communautés locales (bien que le mot « conflit » n'apparaisse dans aucun de ces rapports), Earthworm conclut que « malgré les difficultés rencontrées au début des opérations de Socfin au Cambodge, l'organisation a pris des mesures importantes pour mettre en œuvre progressivement ses engagements en matière de développement durable ».

Les rapports d'Earthworm donnent l'impression que Socfin progresse, alors que la société poursuit ses activités comme si de rien n'était. (13) Dans le même temps, Earthworm détourne l'attention

du fait qu'après près d'une décennie de collaboration « avec » Socfin, les problèmes rencontrés et dénoncés par les communautés persistent partout où Socfin opère, en particulier les plaintes relatives à l'accès à la terre et aux violations des droits coutumiers des communautés sur leurs terres.

Earthworm et Agropalma au Brésil

Agropalma est l'une des plus grandes sociétés brésiliennes d'huile de palme. Bien qu'elle affirme que ses relations avec les communautés sont « au cœur de sa stratégie de durabilité », Agropalma est accusée d'accaparement des terres et de recours à la violence pour expulser les communautés traditionnelles. En raison de ces accusations, sa certification par la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) a été suspendue en 2023.

Afin de répondre aux exigences d'un client, Agropalma a engagé la Earthworm Foundation en 2022. Earthworm a ouvert un bureau à Quatro Bocas, dans la municipalité de Tomé-Açú, au cœur de la « guerre de l'huile de palme ». Ce bureau est financé, entre autres, par Cargill et Belem Bioenergia Brasil (BBB), des sociétés actives dans le même secteur. Dans cette région, Earthworm affirme avoir « autonomisé les communautés » et réduit les conflits dans les « chaînes d'approvisionnement ». (14)

D'un côté, cette collaboration avec Earthworm a permis à Agropalma de rassurer ses clients. Le rapport de Sime Darby Guthrie International (fournisseur de Nestlé, Unilever, P&G), par exemple, mentionne la participation d'un « tiers chargé de réaliser une évaluation externe pour enquêter sur les problèmes présumés de droits fonciers », ce qui laisse entendre que l'intervention d'Earthworm est un élément clé lié du plan d'action d'Agropalma « visant à récupérer la certification RSPO ». (15) Le ton positif des publications des sociétés de biens de consommation contraste cependant fortement avec les rapports en provenance de la région. En réalité, pour les communautés, les activités de la Earthworm Foundation favorisent les divisions internes, sapant ainsi la résistance des communautés autochtones et quilombolas.

Voix des territoires

Pour mieux comprendre comment la présence de la Earthworm Foundation affecte les communautés, le WRM a organisé un échange en ligne avec des militants du Cameroun et du Brésil. Leurs groupes sont impliqués dans la lutte pour la justice sociale et les droits des communautés impactées non seulement par le colonialisme de l'huile de palme, mais aussi par l'intervention de cette organisation au service des multinationales.

La SYNAPARCAM, une organisation qui défend les droits des communautés affectées par les plantations de la Socfin, a participé depuis le Cameroun. Elielson Pereira da Silva y a participé en distanciel, depuis le Brésil. Elielson est né et a grandi au Pará, au Brésil, et effectue actuellement des recherches sur les conflits territoriaux et ethniques dans son État, afin de mettre en lumière la lutte des communautés. Les participants à l'échange en distanciel nous ont parlé du travail mené

par la Earthworm Foundation dans leurs territoires. Vous trouverez ci-dessous un résumé de la conversation.

WRM : Comment la Earthworm Foundation a-t-elle contacté votre organisation et comment décririez-vous son travail ?

ELIELSON (Pará, Brésil) : Earthworm est arrivée dans la vallée de l'Acará en 2023, en plein conflit avec les peuples traditionnels. Elle avait été engagée par Cargill, une société qui achète l'huile de palme à Agropalma. Face aux répercussions des conflits, Cargill cherchait à « nettoyer sa chaîne d'approvisionnement ». Earthworm a donc commencé à contacter des leaders autochtones et quilombolas, afin qu'ils servent de médiateurs dans le conflit – en vue d'essayer de parvenir à un accord entre les représentants communautaires et la société d'huile de palme.

En 2023, en collaboration avec Agropalma, Earthworm a délibérément provoqué une division interne entre les peuples autochtones. Cela a été extrêmement préjudiciable et a conduit à la création d'une autre association autochtone qui s'est assise à la table des négociations avec la société. Agropalma a alors promis qu'il n'y aurait plus de conflits et que les communautés recevraient une zone pour où elles pourraient récolter elles-mêmes les noix du palmier à huile et les vendre.

Depuis 40 ans, Agropalma a érigé de nombreuses barrières autour de ses plantations : les rivières, le cimetière, les vergers et les potagers ne sont plus facilement accessibles aux communautés. Leurs déplacements sont soumis aux interdictions imposées par la société. Mais à la table des négociations, Agropalma a promis que tout changerait, à condition que la nouvelle organisation cooptée garantisse que l'autre association (avec ses revendications de reconnaissance des droits territoriaux) cesse toute action. C'est ainsi que la division interne a été créée.

Lorsque ces promesses initiales n'ont pas été tenues et que les représentants de l'ONG [Earthworm], tout comme la direction de la société, ont disparu, les peuples autochtones ont entamé une démarche pour récupérer leurs terres, afin d'attirer l'attention et d'alerter les médias. Durant ce processus, un homme autochtone Turiwara a été tué par balle en 2023 par des agents de sécurité engagés par la société. (16)

Aujourd'hui, nous avons des divisions internes, avec deux organisations autochtones. Avec le soutien d'Agropalma, cette ONG [Earthworm] a provoqué cette division interne, ce qui a causé de nombreux problèmes et rendu le processus d'organisation sociale et politique très difficile pour les peuples autochtones.

Compte tenu de la vente d'Agropalma S.A. - un processus en cours depuis mi-2022 - nous soupçonnons Earthworm de participer à la rédaction d'un nouvel accord dans lequel les communautés autochtones renonceraient à leurs revendications territoriales. La société intéressée par l'acquisition des parts d'Agropalma S.A. est Belém Bioenergia Brasil (BBB), une coentreprise entre Galp Energia (Portugal) et Palma Tauá Brasil (un partenariat entre Banco Opportunity Agro et Dentauá S.A.).

SYNAPARCAM (Cameroun) : Au Cameroun, Earthworm (anciennement TFT) dispose d'un Centre de formation dans la capitale. En 2011, nous y sommes allés pour donner un cours de plaidoyer communautaire. La communauté souffrait déjà depuis des décennies de l'occupation de nos terres ancestrales par Socapalm. Earthworm nous a invités à présenter les problèmes que nous avions avec l'entreprise. Nous commençons à former notre organisation Synaparcam à l'époque.

Lorsqu'ils ont changé de nom [de TFT à Earthworm], elle a dit qu'ils étaient désormais une nouvelle entité et qu'ils pouvaient nous aider à résoudre le problème avec la Socapalm, du groupe Socfin, en commençant à se positionner en tant que médiatrice. Mais après deux ou trois réunions, qui en plus de la société comprenaient des représentants de l'administration, des Chefs traditionnels et Elites, Synaparcam se retira parce qu'elle avait vu que c'était juste pour créer une image extérieure que Earthworm travaillait avec eux pour résoudre le conflit.

Entre 2012 et 2020, Earthworm a tenté à plusieurs reprises de se positionner comme médiatrice, mais la communauté a réalisé qu'il était inutile de rencontrer la société ayant Earthworm comme intermédiaire. En septembre 2020, Earthworm a organisé l'une de ces réunions avec la société et Synaparcam, affirmant qu'elle serait utile car les communautés pourraient être entendues par la direction de la Socapalm. Après la réunion, nous avons vu que Earthworm avait fait un bon rapport mais, les résolutions prises ont dépassé Earthworm à les faire accepter par Socapalm. A parti de ce constat, nous avons compris que Earthworm ne joue pas franc jeu. Eh bien, c'était nos premières expériences avec Earthworm et c'est ainsi que nous avons initialement une certaine confiance qu'ils s'engageraient de la façon dont ils s'étaient présentés.

WRM : Earthworm est principalement financée par les sociétés qui l'engagent pour, entre autres, « arbitrer » les conflits. Lorsque les représentants d'Earthworm ont pris contact avec votre organisation, ont-ils expliqué la relation de la fondation avec les sociétés et qui finance son travail ? Selon vous, en quoi la provenance des financements d'Earthworm a-t-elle influencé ces processus de « médiation de conflits » ?

ELIELSON : D'après les communautés, Earthworm se présente comme une organisation indépendante ; ces liens [avec les sociétés] ne sont pas mentionnés, même si elle dit surveiller les chaînes d'approvisionnement des sociétés. L'expression « organisation indépendante » revient souvent dans les dialogues. Ce que nous avons observé, ce sont des expériences de médiation très préjudiciables - une sorte d'« harmonie coercitive », de division interne fomentée pour affaiblir la lutte des peuples et leur processus identitaire.

SYNAPARCAM : Le représentant de Earthworm en Afrique est un camerounais, et oui, il nous a informé que Earthworm reçoit les honoraires de Socfin. Et il nous a informés que si la Socfin ne changeait pas sa politique, Earthworm abandonnerait le processus de médiation et le travail avec la société. Il a déclaré : « Nous ne laisserons pas les entreprises des colonisateurs faire comme avant », [en référence au contrôle de Socfin par le milliardaire français Vincent Bolloré]. Mais nous avons vu que tout au long du processus, Earthworm a donné la priorité aux honoraires plutôt qu'aux communautés. Nous sommes donc conscients de l'origine des fonds, c'est le même schéma que d'autres grandes ONG comme le WWF.

WRM : La Synaparcam a refusé de participer à des « visites de terrain » conjointes avec Earthworm en 2023. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les raisons de cette décision et sur les raisons pour lesquelles la Synaparcam a décidé de produire son propre rapport ?

SYNAPARCAM : En 2023, Synaparcam savait déjà que Socapalm n'avait pas respecté les engagements qu'elle avait pris auparavant. Avant 2023, nous avons déjà cessé de faire des choses avec Earthworm. Nous avons donc cherché notre propre financement pour faire un bon rapport (17), y compris avec un bon personnel externe en parallèle avec Earthworm.

Les recherches de Synaparcam ont confirmé sept points de conflit, mais Earthworm, dans leur rapport, en a identifié beaucoup moins. Par exemple, le rapport de Earthworm affirme que la société a construit plusieurs écoles et qu'il n'y avait presque pas de pollution des rivières. Le rapport Earthworm a été publié avant le rapport Synaparcam. Earthworm n'a jamais fait de commentaires sur plusieurs points identifiés dans le rapport de Synaparcam. Ils ressemblent à deux mondes distincts dans ces deux rapports.

La même chose s'est produite avec la RSPO. Le fait que Socapalm voulait la certification RSPO était également l'une des raisons de l'embauche de Earthworm.

WRM : À propos de la RSPO, pour revenir au cas du Brésil, nous savons que la certification RSPO d'Agropalma a été suspendue en 2023 à cause d'accusations d'accaparement de terres et de violences. Elielson, pensez-vous que le recours à Earthworm représente une quelconque garantie qu'Agropalma respectera les droits des communautés ?

ELIELSON : Il ne représente en aucun cas une quelconque garantie. La société est en conflit ouvert avec les communautés. Tous ces investissements massifs en publicité, en communication, tous ces discours de « responsabilité sociale des sociétés », c'est purement du blanchiment vert. Cet « arsenal discursif » autour du « palmier à huile durable », des « relations harmonieuses », etc., est très éloigné de la réalité. Depuis 2022, les conflits se sont intensifiés, car la société bloque l'accès aux zones communes, aux cimetières ancestraux, à la navigation fluviale. La société a même fait creuser des tranchées ou installer des barricades qui empêchent la circulation des communautés.

Ces tranchées font parfois cinq mètres de profondeur sur deux mètres de largeur, elles ressemblent littéralement à un champ de bataille. Elles sont très dangereuses, et il y a déjà eu des accidents. Certaines communautés sont encerclées par des barbelés, comme à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, ou entre la Palestine et Israël.

WRM : Et que dit Earthworm à ce sujet ?

ELIELSON : À notre connaissance, Earthworm n'a jamais pris position publiquement contre ces violences orchestrées par la société – telles que les tranchées, les clôtures ou les barrages qui terrorisent les communautés. Les communautés craignent même que ces clôtures soient électrifiées. Nous ne connaissons aucun moment où Earthworm aurait dénoncé ces pratiques d'Agropalma.

WRM : Si l'on prend, par exemple, les villages camerounais de Dibombari et Mbonjo : Depuis qu'Earthworm est impliqué, y a-t-il eu une quelconque amélioration pour les communautés, concernant les problèmes causés par Socapalm ?

SYNAPARCAM : les revendications des communautés premières concernent les terres, les sites sacrés et la pollution et les violences faites aux femmes. Alors, c'est une question très importante, merci. Les violations sexuelles contre les femmes, l'absence de rétrocession de terres et le manque de respect pour les sites sacrés sont les trois points les plus graves pour nous.

Lorsque Socapalm et ses plantations de palmiers à huile ont été privatisées [il y a plus de 24 ans], Socfin a acheté la Socapalm. Après le bail signé en 2000, la société a évalué les terres louées et interpellait l'État pour la signature un avenant et la superficie passe de 78,000 hectares à 58,000 hectares. Ce changement en superficie est clairement déterminé dans l'avenant. Mais il ne s'est rien passé. Alors, l'une des actions de Synaparcam a été de planter de la nourriture dans l'une de ces zones contestées, car nous avons constaté que les autorités ne jouent pas leur rôle de gendarme et la société ne respectent pas les contrats signés avec l'Etat. Nous continuons avec l'idée d'entretenir ces champs, mais la réalité est la pression, l'intimidation et les arrestations des leaders.

Une autre complication est la RSPO, qui a classé certaines terres auxquelles la communauté avait accès auparavant comme « zones de grande valeur pour la biodiversité » afin que la communauté ne puisse plus entrer, alors que la Socapalm a tracé les périmètres pour étendre ces blocs et récupérant ces bandes de terres aux communautés – des panneaux ont été placés et il y a des gardes de la société. La RSPO ne reconnaît pas toutes les zones revendiquées par les communautés.

En ce qui concerne la présence d'Earthworm, la situation est de progrès zéro ; nous sommes là où nous étions au début.

WRM : Diriez-vous que ces conséquences sont dues à des erreurs commises par Earthworm, ou à la nature même de cette organisation ?

ELIELSON : Il y a un problème structurel. Quel est le but de cette société [Earthworm] ? Pourquoi a-t-elle été créée ? Quand on voit qu'elle a des succursales partout où il y a des plantations de palmiers à huile (Indonésie, Afrique, Amérique latine), il est clair qu'elle fait partie de la chaîne, qu'elle participe à ce jeu de pouvoir. Je pense donc qu'elle agira toujours dans l'intérêt des sociétés.

SYNAPARCAM : Nous voyons beaucoup de choses similaires. En ce qui concerne la division des communautés, dans notre cas, il semble que Earthworm donne des conseils sur la meilleure façon de diviser les communautés, puis la société envoie les équipes. C'est donc une méthode très dangereuse aussi, car d'une part elle s'approche et d'autre part elle donne des conseils à la société sur la façon de diviser la communauté.

WRM : Quel message souhaiteriez-vous faire passer à une communauté qui pourrait être abordée par une organisation comme Earthworm - comme l'ont été les communautés dans votre région ?

SYNAPARCAM : N'acceptez jamais une telle offre car il n'y aura pas de changement. Et il est important de ne pas avoir d'interlocuteur. Si la société est intéressée à changer, elle sait où trouver la communauté, alors nous recommandons de ne pas accepter [une telle proposition de médiation] car avec la médiation, ça n'avancera pas du tout.

ELIELSON : La première chose que je dirais, c'est : « soyez très prudents ». Il faut aussi empêcher des entités comme Earthworm d'avoir des conversations en tête à tête avec les dirigeants. Le vieil adage « diviser pour mieux régner » est encore d'actualité. Les sociétés sont expertes dans l'art de trouver des moyens pour affaiblir les luttes communautaires.

Il est important de comprendre que [ces organisations] font partie d'un système. Il faut aussi connaître l'histoire et l'expérience d'autres communautés qui ont déjà vécu des situations similaires. Et veiller à ne pas participer individuellement à leurs tentatives de cooptation et de persuasion, pour éviter de prendre des décisions hâtives avant d'avoir évalué leurs propositions avec tous les membres de la communauté.

Secrétariat international du WRM, Synaparcam et Elielson Pereira da Silva (18)

- (1) Informations obtenues sur le site Web de la [Earthworm Foundation](#)
- (2) Rapport annuel 2023 de la Earthworm Foundation.
- (3) Vidéo disponible sur : <https://youtu.be/nzBmtoytWsQ>
- (4) Idem (2).
- (5) Informations résumées à partir des rapports annuels de la Earthworm Foundation.
- (6) Citation obtenue à partir d'une vidéo institutionnelle de la Earthworm Foundation disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Ky7Wq3CCTiI>
- (7) Voir aussi la brochure produite par l'Alliance informelle contre les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et du Centre, disponible sur : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/promettre-diviser-intimider-et-contraindre-tactiques-societes-version-courte>
- (8) Pour plus d'informations, voir le bulletin 224 du WRM, en particulier l'article disponible sur <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/lempreinte-durable-dun-projet-peu-connu-de-la-banque-mondiale-visant-a-obtenir-des-plantations-en>, et l'article suivant sur Mongabay : <https://news.mongabay.com/2020/06/how-the-legacy-of-colonialism-built-a-palm-oil-empire/>.
- (9) Nous nous référons plus spécifiquement aux sept rapports publiés par Earthworm entre 2023 et 2025, sur les conflits entre les filiales de la Socfin et les communautés locales dans lesdits pays. Les rapports peut être consultés ici : <https://earthworm.org/search?q=socfin>
- (10) Pour plus d'informations sur les impacts des plantations Socfin sur les communautés, voir ici.
- (11) Les trois rapports d'Earthworm sur la situation à Mbongo, Mbambou et Edéa, publiés en février 2025, reconnaissent que l'avenant n° 1 au contrat de bail prévoit la rétrocession de terres, pour un total de plus de 8 000 hectares. Les rapports sont disponibles à l'adresse suivante : <https://earthworm.org/news-stories/investigation-report-for-socapalm>
- (12) Pour plus d'informations, voir : <https://news.mongabay.com/2025/02/no-justice-in-sight-for-world-bank->

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

[project-affected-communities-in-liberia/](#)

(13) En savoir plus dans l'article : <https://www.earthsight.org.uk/news/idm/socfin-under-scrutiny-alleged-abuses-africa-rubber-palm-oil-plantations-despite-pldeges>

(14) Informations obtenues à l'adresse : <https://earthworm.org/pt/our-work/projects/tome-acu-brazil>

(15) Informations obtenues auprès du SDGI Supplier Grievance Register, consultable sur [SDGI-Supplier-Grievance-Register_13022025_AR.pdf](#)

(16) [Voir ici](#)

(17) Voir le rapport de la Synaparcam [ici](#)

(18) Professeur à l'Université rurale fédérale d'Amazonie et chercheur au sein du projet de nouvelle cartographie sociale de l'Amazonie.

Quand les plantations riment avec spoliation : luttes communautaires dans la province du Cap-Occidental en Afrique du Sud

Dans la province du Cap-Occidental, en Afrique du Sud, les communautés rurales, déjà affectées par la spoliation historique de leurs terres dans de nombreuses régions, subissent également au quotidien les nombreux impacts liés à leur encerclement par des plantations industrielles d'arbres. Dans le but de renforcer leur accès à la terre, ces communautés se sont mobilisées au sein d'un forum soutenu par des organisations de la société civile, exigeant de pouvoir participer aux prises de décision et de bénéficier d'autres droits communautaires.

Introduction

En raison de l'héritage historique de l'Afrique du Sud, marqué par une spoliation des terres fondée sur la « race », les communautés africaines autochtones vivant dans et autour des plantations d'arbres en monoculture sont depuis longtemps confrontées à une marginalisation économique et sociale. Malgré la transition du pays vers la démocratie et le programme de réforme agraire, l'empreinte historique de la spoliation des terres continue de façonner la pauvreté rurale et les inégalités économiques (1). Les communautés de la province du Cap-Occidental sont ainsi non seulement confrontées à cet héritage, mais aussi à l'incertitude liée aux nouvelles initiatives de reboisement. Les populations affectées par les plantations industrielles d'arbres doivent faire face à toute une série de conséquences imbriquées résultant de la répartition inégale des terres et de l'implantation de monocultures : pauvreté, insécurité foncière, problèmes environnementaux et défaillances de gouvernance. Cependant, elles font aussi preuve de résilience, à travers des réponses collectives et en se mobilisant face à ces défis.

Communautés forestières : les spoliations du passé et du présent

Le poids du passé de spoliation des terres et de déplacement des populations en Afrique du Sud est particulièrement visible parmi les communautés vivant dans des zones de plantations industrielles d'arbres (appelées communautés forestières en Afrique du Sud). Dans la province du Cap-Occidental, ces communautés forestières ont fait l'expérience, depuis le début des années 2000, de la privatisation effective des plantations d'État, suivie par un changement d'orientation de l'État qui a proposé de reprendre les plantations industrielles de bois d'œuvre pour la pâte à papier, le papier et les scieries. Leurs expériences illustrent certaines des dynamiques écologiques, économiques et politiques du modèle des plantations industrielles. Si les menaces pesant sur les droits et les moyens de subsistance des communautés sont courantes à travers le monde, les données recueillies dans la province du Cap-Occidental montrent comment ces problèmes se manifestent différemment au niveau local et évoluent au fil du temps.

Les plantations forestières et le contexte du Cap-Occidental

L'Afrique du Sud est un pays écologiquement diversifié, où se côtoient la côte subtropicale orientale, le plateau central de l'intérieur et les paysages arides et désertiques de l'ouest. Ses forêts naturelles tempérées, riches en espèces, couvrent cependant moins d'un dixième de la superficie du pays. En Afrique du Sud, les plantations d'arbres en monoculture sont généralement désignées sous le terme générique de « forêts », un terme qui a longtemps occulté les multiples impacts négatifs causés par ces monocultures. Ces plantations d'arbres forment un arc fragmenté, s'étendant le long de la région nord du pays le long de la côte est jusqu'à la région du Cap-Occidental, caractérisée par son climat méditerranéen et ses pluies hivernales.

Le Cap-Occidental possède des caractéristiques climatiques et historiques distinctes. Depuis le milieu du XVII^e siècle, les descendants des colons européens dominent l'agriculture commerciale de la région. À l'instar d'une grande partie du pays, cette province a connu une spoliation des terres à grande échelle pendant les périodes coloniale et d'apartheid, ce qui a considérablement restreint l'accès à la terre pour les populations autochtones et « métisses ». Aujourd'hui, la région est reconnue pour ses vignobles et ses vergers à feuilles caduques, deux secteurs orientés vers l'exportation, tandis que la ville du Cap, son centre métropolitain, attire le tourisme mondial.

Dans les zones montagneuses du Cap-Occidental, des plantations industrielles d'arbres sont dispersées, principalement composées d'espèces non indigènes telles que le pin, l'eucalyptus et l'acacia. Dans plus d'une douzaine de ces plantations, des communautés historiquement défavorisées vivent sur des terres appartenant à l'État, auparavant louées à des sociétés forestières privées, telles que MTO (Mountain to Ocean). Les petites zones de forêts indigènes d'Afrique du Sud restent majoritairement inhabitées. Ce sont plutôt les communautés vivant et travaillant dans des plantations en monoculture qui se trouvent à l'avant-garde des luttes qui se définissent comme « forestières » dans le pays.

Vulnérabilité et marginalisation des communautés forestières

Les communautés vivant dans des plantations d'arbres en Afrique du Sud, en particulier dans la province du Cap-Occidental, sont confrontées à des conditions de vie précaires et à un régime foncier instable. Elles ont un accès limité aux opportunités économiques et sont privées des services et infrastructures de base fournis par l'État. Souvent, tant l'État que les sociétés forestières leur refusent l'accès aux plantations environnantes pour collecter du bois de chauffage, des matériaux de construction et des plantes médicinales. En conséquence, ces communautés rurales sont de plus en plus déconnectées des moyens de subsistance traditionnels basés sur la terre, comme l'agriculture paysanne, les pâturages et la cueillette, les rendant encore plus vulnérables à la précarité. Malgré près de trois décennies de réforme agraire en Afrique du Sud, la pauvreté et l'insécurité foncière demeurent omniprésentes.

En outre, les communautés vivant à l'intérieur de ces plantations d'arbres sont confrontées aux conséquences à long terme d'une vie dans un tel environnement :

• **Dégradation de l'environnement**

La pauvreté et la marginalisation économique sont étroitement liées aux menaces environnementales. Les plantations en monoculture dans l'ensemble de l'Afrique du Sud contribuent à l'épuisement des sols, aux pénuries d'eau et à la perte de biodiversité. Dans la province du Cap-Occidental, les plantations d'arbres sont particulièrement vulnérables aux incendies, qui sont exacerbés par un climat sujet à la sécheresse et par le caractère non durable des plantations d'arbres en monoculture, en particulier dans le contexte du changement climatique. Par exemple, en 2017, un incendie dévastateur a ravagé la communauté de Hawequa, à l'extérieur de la ville de Paarl. Les membres de la communauté ont été contraints d'évacuer leurs foyers pendant une semaine, tandis que la plantation de pins brûlait, anéantissant maisons et jardins.

• **Faiblesse de la gouvernance et de la coordination au sein de l'État**

Les efforts visant à améliorer les conditions de vie des communautés vivant à l'intérieur de ces plantations d'arbres ont été entravés par une gouvernance faible et une mauvaise coordination au sein de l'État sud-africain. Cela a conduit à un blocage des initiatives visant à officialiser les régimes fonciers et à garantir l'accès à des services essentiels. Étant donné que l'implantation de ces communautés chevauche souvent les limites physiques et juridictionnelles de diverses agences gouvernementales, elles subissent les effets négatifs de la mauvaise coordination au sein de l'État.

Comme dans de nombreuses autres régions du monde, les communautés forestières du Cap-Occidental ont souvent été exclues des processus décisionnels relatifs à l'utilisation des terres, à la gestion des forêts et au réaménagement des plantations. Ces problématiques sont également fortement liées aux questions de genre, car le secteur forestier commercial a historiquement été dominé par les hommes, et les rôles traditionnels des femmes, comme la collecte du bois de chauffage et des plantes médicinales, sont souvent sous-estimés par les décideurs. Néanmoins, les femmes jouent un rôle central dans ces communautés, notamment en s'exprimant sur les problèmes de la communauté et sur les questions spirituelles.

• **La menace émergente du reboisement**

Dans la province du Cap-Occidental, l'État s'est retiré du secteur forestier il y a vingt ans, avant de revenir sur cette décision dix ans plus tard, face à la pénurie de bois pour les scieries. Il a alors proposé de « remettre en activité » ses plantations d'arbres, c'est à dire de les recréer, via des baux accordés à des sociétés concessionnaires privées. Cependant, les communautés forestières ont été exclues du processus de prise de décision concernant ce changement de politique. Les projets de reboisement laissent craindre une nouvelle vague de spoliation, de marginalisation économique et d'insécurité foncière. Les nouvelles plantations en monoculture risquent de déplacer à nouveau les communautés locales, de fragiliser leurs moyens de subsistance potentiels et de freiner des pratiques agroforestières plus durables, tant sur le plan social qu'environnemental.

Réponses et mobilisation de la communauté

Des organisations de la société civile, telles que le Surplus People Project (SPP), ont mobilisé les communautés du Cap-Occidental. Avec le soutien du SPP, ces communautés géographiquement dispersées ont créé, en 2011, le Forum communautaire forestier (Forestry Community Forum - FCF) pour défendre leurs intérêts collectifs. Fin 2024, le FCF a organisé une « Foire des connaissances » pour promouvoir le partage d'expériences, discuter de ses difficultés rencontrées et planifier ses efforts de plaidoyer auprès de l'État et d'autres parties prenantes. Cette initiative souligne la nécessité d'une approche globale pour s'attaquer aux séquelles de la marginalisation.

L'approche adoptée est multiforme et répond à des défis étroitement connectés :

- **Amélioration des services et des infrastructures**

Il est essentiel de garantir l'accès aux infrastructures et aux services essentiels. La marginalisation conduit souvent à des services insuffisants.

- **Renforcer l'accès à la terre**

L'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière est fondamentale pour permettre aux communautés forestières de gérer leurs terres de manière durable et d'investir dans des pratiques agricoles et agroforestières communautaires à long terme.

- **Développement des compétences et perspectives économiques**

Le renforcement des compétences et l'amélioration des possibilités de subsistance durables jouent un rôle clé pour briser le cycle de la pauvreté.

- **Pratiques agroforestières durables**

La promotion de l'agroforesterie assure la santé à long terme de la terre et de la communauté, en apportant un équilibre entre préservation écologique et génération de revenus.

- **Participation de la communauté à la prise de décision**

Une participation communautaire accrue à la gouvernance permet aux communautés forestières d'influencer les politiques d'utilisation des terres, de gestion de l'environnement et d'allocation des ressources.

Dans l'ensemble, les membres du FCF estiment avoir réussi à réunir les acteurs de l'État et les autres parties prenantes concernées pour traiter les problèmes de la communauté.

Cette stratégie répond à la fois aux besoins immédiats et aux inégalités structurelles à long terme, permettant aux communautés de prendre le contrôle de leur développement et de remettre en question la marginalisation historique. Les efforts du FCF démontrent le potentiel des initiatives communautaires et issues du terrain pour favoriser un changement significatif et durable.

Surplus People Project

David Neves, Wade Parker

(1) Voir l'article publié dans le bulletin WRM en 2015 sur le Forum communautaire forestier

Dégrader les territoires au lieu de les récupérer : des plantations dirigées au marché du carbone dans l'Orinoquia colombien

Plusieurs sociétés ont étendu leurs plantations d'arbres dans l'Orinoquia colombien, aggravant ainsi les conflits et la violence déjà existants. « Ces sociétés ne sont pas des sociétés de reforestation mais de déforestation. Elles ont introduit des espèces telles que l'acacia, l'eucalyptus et le pinus qui ne sont pas originaires du territoire. Par ce faire, elles éliminent les espèces endémiques. » explique le leader indigène Sikuani.

L'Orinoquia désigne les territoires englobés par l'immense bassin du fleuve Orinoco en Colombie et au Venezuela. Les terres plates y sont prédominantes, d'où son nom de région des plaines. Il s'agit de l'une des zones de savane les plus étendues au monde, à l'image des savannes en Afrique ou encore du Cerrado au Brésil. En Colombie, elle se concentre principalement dans les départements d'Arauca, de Casanare, de Meta et de Vichada, couvrant environ 310 000 km². (1)

Cette vaste zone est habitée par des populations autochtones, des paysans, des colons, des afro-descendants et des urbains. Justement, la population urbaine a considérablement augmenté au cours des dernières décennies dans des villes comme Villavicencio, la capitale du département Meta, notamment en raison de l'arrivée de personnes déplacées du reste des plaines en raison du conflit armé qui touche encore le pays.

La région de l'Orinoquia a connu des transformations territoriales drastiques depuis l'époque de l'occupation européenne, moment où l'élevage extensif de bétail y a été introduit. L'extractivisme y a également été conséquent avec l'exploitation du plus grand volume de pétrole de Colombie dans cette région. Dès 1960, l'État a encouragé des milliers de familles à peupler cette région dans le cadre des programmes de colonisation encadrée. A terme, une quantité importante de ces propriétés a été récupérée par de grands propriétaires terriens, déplaçant à nouveau des familles.

Dans les années 1980, l'économie des cultures illicites, principalement celle de la coca, s'est étendue sur de nombreuses zones et le conflit armé s'est intensifié, faisant de cette région une des plus touchées. (2) Une nouvelle activité économique présentée plus tard comme légale, a transformé et impacté le territoire et ses habitants : les plantations d'arbres à grande échelle.

Les plantations d'arbres pour le marché du carbone

Les monocultures d'arbres ont diverses caractéristiques. Cet article aspire à alerter sur les particularités et les impacts des plantations d'arbres destinées au marché du carbone.

Il faut avant tout spécifier qu'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. En effet, ces monocultures ont déjà connu une phase de mise en œuvre dès les années 2000 lorsqu'elles ont été présentées comme des « puits de carbone ». Ces dernières années, le nombre de demandes d'établissement

et d'enregistrement de plantations d'arbres en tant que « projet carbone » a augmenté de façon spectaculaire, tant en quantité qu'en taille. (3)

Pourquoi cet intérêt pour les plantations d'arbres ? Tout d'abord, en raison de la possibilité de générer de nouveaux marchés (pour les sociétés de bois et de cellulose) et de gagner plus d'argent mais aussi de polir l'image de nombreuses sociétés qui achètent des « crédits carbone » – ou des permis de polluer. (4) Il s'agit d'exploiter au plus fort le postulat selon lequel les arbres absorbent le carbone de l'atmosphère et le stockent dans leurs feuilles, leurs troncs et leurs racines. Ainsi, quiconque crée des plantations et prétend le faire uniquement pour stimuler le marché du carbone, peut gagner de l'argent en vendant des crédits carbonés à des sociétés prétendant être dans l'incapacité de réduire leur propre pollution. (5) Cela est souvent erroné : ceux qui plantent les arbres le feront pour continuer à vendre du bois et à gagner de l'argent.

Le marché du carbone et ses projets n'ont pas été à la hauteur de leurs promesses. En effet, ils n'ont pas résolu la crise climatique. En revanche, ils ont été rentables pour les sociétés qui offrent leurs services de conseil, de certification, de création de normes de carbone, d'échange de crédits, entre autres. Qui plus est, elles profitent aux sociétés, principales responsables de la crise climatique, qui, au lieu de réduire leurs émissions, les maintiennent ou les augmentent, tout en augmentant leurs bénéfices.

Une publication des Amis de la Terre dresse une liste exhaustive des impacts et des actions malhonnêtes des promoteurs de projets de plantation liés à la compensation des émissions de carbone (6) :

- dans plusieurs pays, on retrouve la violation des lois concernant l'accès à la terre pour les communautés et le droit à une consultation libre, préalable et éclairée ;
- l'expulsion de leurs terres de familles entières d'agriculteurs ;
- l'achat de terres à des prix très bas ou l'accaparement de terres par des moyens violents ;
- dans le cas de projets où les agriculteurs signent des contrats pour planter des arbres , obligations dépassant la durée mentionnée dans les contrats (par exemple l'entretien d'arbres plantés pour 50 ou 100 ans) dans le cadre de contrats qui ne durent que sept ans ;
- mise à mal de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, les familles contraintes d'abandonner leurs cultures pour se consacrer aux activités du projet
- ou encore des incendies accidentels provoqués par certaines sociétés.

Ces faits alertent et inquiètent les communautés, plus spécifiquement dans les pays du Sud global, où les plantations d'arbres sont les plus fréquentes. C'est ce qui pourrait arriver à la Colombie, l'un des trois pays comptant le plus grand nombre de projets de plantation d'arbres pour le marché du carbone.

Plantations pour le marché du carbone dans l'Orinoquia

En Colombie, la plus grande superficie occupée par des plantations d'arbres pour le marché du carbone se trouve dans l'Orinoquia où il existe au moins 28 projets couvrant environ 178 000 hectares. (7) Ce chiffre est même plus élevé si l'on inclut les projets qui n'ont pas encore été enregistrés. D'autres régions du pays, comme le département d'Antioquia, comptent un plus grand nombre de projets, mais leur superficie est beaucoup plus réduite.

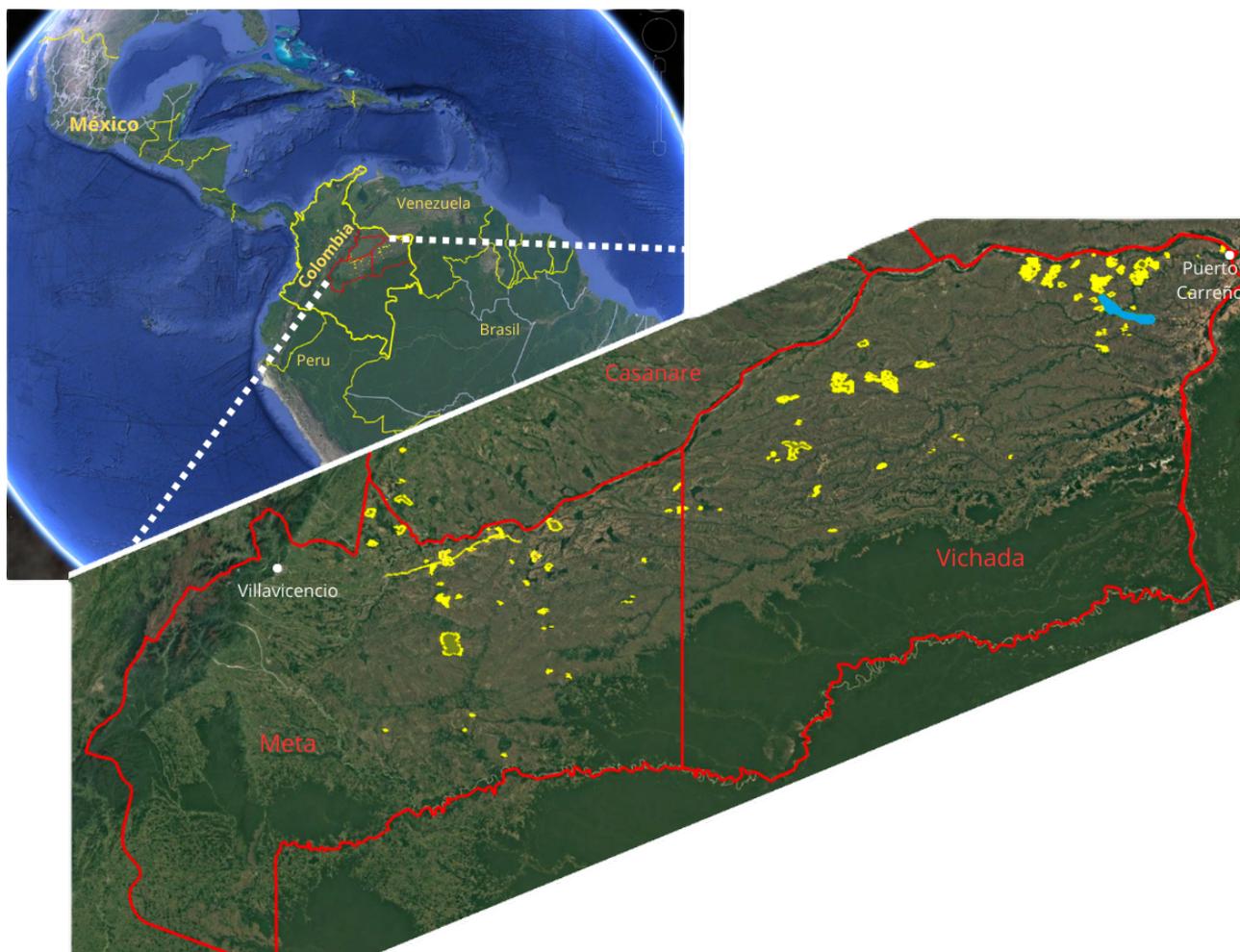


Figure 1: Map showing, in yellow, where most of the plantations for the carbon market are located in the Colombian Orinoquia

L'Orinoquia, et particulièrement les départements de Meta et Vichada, concentre la plus grande surface de plantations, et donc la plus grande quantité de risques et d'impacts. En outre, les antécédents des plantations déjà existantes dans la région sont alarmants. Il faut préciser que l'Orinoquia est l'une des régions les plus durement touchées par le conflit armé en Colombie. Des milliers de personnes y ont trouvé la mort, ont été déplacées, disparues ou violées. Une partie de ces impacts et de ces souffrances est directement liée à l'établissement de plantations qui sont à leur tour une des causes de la transformation du territoire et du paysage.

Pourquoi les plantations dans l'Orinoquia sont-elles nuisibles ?

De nombreux projets actuels ou en cours de développement proposent la restauration ou la récupération de territoires, qu'ils appellent écosystèmes, grâce à la reforestation ou l'afforestation. Cela souligne de nombreuses incohérences et objections. Tout d'abord car la référence aux « écosystèmes » omet la notion de territoire. Celle-ci a un véritable impact et comprend non seulement les éléments d'un « écosystème » : l'eau, le sol, la végétation et les animaux, mais aussi les populations humaines, leurs relations et leurs cultures, entre autres.

Les propriétaires des projets prétendent restaurer les terres dégradées par l'élevage extensif de bétail ou l'agriculture et promettent pour cela d'établir des « forêts plantées » dans des savanes dégradées [ce qui peut être discuté ou controversé], situées pour la plupart au sud du fleuve Meta, sur les hauts plateaux. Mais il faut préciser que la savane fait partie de la diversité des territoires terrestres, qu'ils ne sont pas tous boisés et que les sols couverts d'herbes ne signifie pas qu'ils sont dégradés.

« Les savanes de l'Orinoquia sont dominées par les graminées depuis 18 000 ans ou plus », explique Sergio Estrada. (8) Le boisement ou le reboisement des savanes n'est pas sans conséquences, surtout si l'on reprecise que la plupart des projets consistent en des monocultures d'espèces exotiques telles que les pins, les eucalyptus ou les acacias. (9)

Quelques impacts écologiques des monocultures d'arbres dans les savanes

Les plantations ne sont pas des forêts et, qu'il s'agisse de reboisement ou d'afforestation, elles entraînent nécessairement une perte de biodiversité des espèces qui perdent leur habitat ou sont remplacées par des espèces introduites. Lorsque la savane se transforme par l'œuvre humaine, les grands mammifères comme le fourmilier, dépendant des termites et des fourmis, s'enfuient à la recherche d'autres lieux pour se nourrir. Les altérations sont multiples et inimaginables, par exemple, les espèces d'arbres exotiques ne produisent pas de fruits pouvant nourrir la faune locale. Certains perroquets sont les seuls à consommer les fruits de l'acacia (*Acacia mangium*). Cela génère un autre déséquilibre en favorisant la dispersion de cet arbre très invasif dans des endroits éloignés de l'endroit où il a été planté. (10)

En outre, plusieurs projets projettent de récupérer des terres dégradées tout en ayant établi des plantations au cœur de zones réputées pour leur bon état de protection, comme dans le cas du bassin de la rivière Bitá, qui conserve près de 95 pour cent de sa couverture naturelle. (11) Dans les environs se trouve, notamment, une partie des plantations du projet Green Compass, propriété de la société Trafigura (un des plus grands négociants de combustibles fossiles au monde). La société a investi plus d'un milliard de dollars, par l'intermédiaire de sa filiale Impala pour adapter les infrastructures de transport de pétrole le long du fleuve Magdalena en Colombie. (12)

Le projet de boussole verte (dont la majorité des plantations se trouvent dans la zone surlignée en bleu dans la figure 1) est géré par Inverbosques. En 2024, 10 000 hectares, dont 90 pur cent

d'eucalyptus, ont déjà été plantés à Vichada. La directrice de la société soutient la décision de planter des eucalyptus pour des raisons économiques. Selon elle, cette essence permet d'accélérer la capture de crédits carbone pour financer le projet, et « éventuellement » de planter des espèces indigènes, qui poussent très lentement et sont difficiles à rentabiliser économiquement et financièrement. (13)

Une partie significative de ces plantations sont ou seront établies sur les sols les plus fertiles de la savane, car elles sont situées sur les rives du Meta. Pour cette raison, elles sont alimentées en eau de la chaîne montagneuse orientale, à forte teneur en nutriments.

Il est donc proposé de transformer des territoires en bon état de protection par des plantations d'arbres en monoculture. Néanmoins, les impacts sur les communautés et les populations indigènes sont bien plus alarmants que les conséquences décrites ci-dessus.

Violence et dépossession dans l'établissement des plantations dans l'Orinoquia

L'Orinoquia compte déjà de multiples monocultures, d'arbres, mais également de palmiers à huile, de maïs, de soja et de canne à sucre, entre autres. Les plantations de carbone ont également des précédents, comme le projet Gaviotas 2, qui cherche à planter 6,3 millions d'hectares pour la production d'agrocarburants et de puits de carbone (14).

Différentes sources documentent la pratique systématique de dépossession et de déplacement des communautés et populations autochtones, dont les territoires sont souvent visés par l'établissement de plantations, en particulier depuis le début des années 2000. L'État colombien a été impliqué et est responsable à plusieurs égards : par omission, en favorisant l'impunité ou encore par des pratiques systématiques comme l'absence de réponse aux demandes de reconnaissance de territoire des peuples autochtones, dont l'existence est parfois même ignorée. Le territoire peut même être attribué à des colons ou à des particuliers, qui le vendent ensuite à des sociétés qui y établissent des monocultures de palmiers, d'arbres ou d'autres espèces (15).

Les peuples autochtones de la région ont été décimés et même chassés (les Guahibidas, 16), dont la pratique est établie jusqu'à 2005, aux frontières de Puerto Gaitán (Meta) et de Vichada. Pour cette raison, toute intervention qui déplace ou met en danger le territoire où vivent ces peuples impacte gravement leur survie.

Dans le seul département de Vichada, l'Organisation Nationale Indigène de Colombie (ONIC) et le Conseil régional indigène de Vichada (CRIVI) identifiaient 41 communautés à haut risque de déplacement et d'expropriation territoriale en 2009. Les groupes ethniques concernés étaient les Sikuaní, les Mayerris, les Kuivas, les Amorúa, les Sáliva et les Piapoco. À l'époque, sept cas correspondaient à des déplacements violents, avec l'incendie de villages, ou l'intention de le faire, pour l'établissement de plantations d'hévéas ou d'agrocarburants. Deux sociétés sont liées à ces événements : Hercaucho et Llano Caucho (17).

En résumé, l'établissement de plantations dans l'Orinoquia est corrélé à des pratiques de dépossession, de violence et de déplacement impliquant la perte des territoires des peuples autochtones.

Sous l'impulsion des marchés du carbone, l'établissement de nouvelles monocultures tend donc à exacerber la situation déjà préoccupante des droits des populations autochtones et des communautés locales. Elle augmentera aussi la pression et la demande de terres, générant de nouveaux conflits. Il faut donc alerter sur cette situation, afin de prendre des mesures pour éviter la répétition d'un schéma déjà identifié dans l'établissement de plantations dans la région.

Tout cela se produit dans un contexte où la population locale et les peuples autochtones ignorent presque tout de ce nouveau commerce du carbone et de ses implications. Par conséquent, leur organisation et leur capacité de réaction sont faibles.

Pendant ce temps, les plantations destinées au marché du carbone augmentent dans l'Orinoquia, sous le faux prétexte et argument de la restauration. A l'inverse, ces monocultures ont de nombreux impacts sur la région et ses habitants et représentent la continuité d'un système injuste d'accaparement des terres, perpétué par la violence et l'exploitation.

Secrétariat du WRM

(1) Universidad Nacional de Colombia - ODDR. 2013. Caracterización región de la Orinoquia. Bogotá D.C.

(2) Le rapport final de la Commission pour l'Établissement de la Vérité, la cohabitation et la non-répétition, cité dans le cadre de l'accord de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces Armées

Révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple FARC-EP, dans le chapitre « Orinoquia », propose de nombreuses informations sur la condition de violence et de violation des droits dans cette région

(3) Cette publication de WRM en 2024 montre où et comment s'étendent ce type de plantation, à qui elles bénéficient et comment cela impacte les communautés : "Plantaciones de árboles para el mercado de carbono: ¿por qué, cómo y dónde se expanden?". Disponible à l'adresse

suivante : <https://www.wrm.org.uy/es/publicaciones/informe-plantaciones-de-arboles-para-el-mercado-de-carbono-por-que-como-y-donde-se-expanden>

(4) Pour davantage d'informations sur les crédits de carbone et qui bénéficie de leur commerce, consulter l'article "El negocio del carbono, la tierra y los árboles" disponible à l'adresse

suivante : <https://www.wrm.org.uy/es/articulos-del-boletin/el-negocio-del-carbono-la-tierra-y-los-arboles>

(5) Cette publication de WRM en 2024 montre où et comment s'étendent ce type de plantations, à qui elles bénéficient et comment cela impacte les communautés : "Plantaciones de árboles para el mercado de carbono: ¿por qué, cómo y dónde se expanden?". Disponible à l'adresse

suivante : <https://www.wrm.org.uy/es/publicaciones/informe-plantaciones-de-arboles-para-el-mercado-de-carbono-por-que-como-y-donde-se-expanden>

(6) Amigos de la Tierra Internacional. 2023. Banco de evidencia sobre las falsas soluciones climáticas. Sus impactos sobre los pueblos y el planeta. Disponible à l'adresse

suivante : https://www.foei.org/wp-content/uploads/2023/11/Banco-de-evidencia-falsas-soluciones-climaticas_ES_nov-2023.pdf

(7) Données issues des registres des organismes de certifications Verra Verified Carbon Standard, Cercarbono, Biocarbon and Gold Standard, obtenus en 2025.

(8) Estrada, V. S. 2024. Evitemos una tragedia ecológica en las sabanas del Vichada. Revista Nova et Vetera.

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Volumen 10, Numero 92.

(9) Pour approfondir l'information sur les problèmes en lien avec les plantations industrielles d'arbres, nous recommandons la publication "¿Qué hay de malo en plantar árboles? El nuevo impulso para expandir las plantaciones industriales de árboles en el Sur Global". Disponible à l'adresse

suivante : <https://www.wrm.org.uy/es/publicaciones/que-hay-de-malo-en-plantar-arboles-el-nuevo-impulso-para-expandir-las-plantaciones-industriales-de-arboles-en-el-sur-global>

(10) Estrada, V. S. 2024. Evitemos una tragedia ecológica en las sabanas del Vichada. Revista Nova et Vetera. Volumen 10, Numero 92

(11) Mongabay. 2018. El río Bitá se convierte en el undécimo humedal Ramsar de Colombia. Disponible à l'adresse suivante : <https://es.mongabay.com/2018/06/rio-bitá-humedal-ramsar-colombia/#:~:text=Es%20el%20primer%20r%C3%ADo%20de,2%20millones%20de%20hect%C3%A1reas%20protegidas.>

(12) Mongabay. 2024. Experts question benefits of Colombian forestation project led by top oil trader. Disponible à l'adresse suivante : <https://news.mongabay.com/2024/12/experts-question-benefits-of-colombian-forestation-project-led-by-top-oil-trader/>

Thaïlande : Les grandes centrales hydroélectriques ne font pas d'énergie propre ! Les communautés qui luttent contre les barrages échangent leurs expériences et émettent une déclaration commune

Une nouvelle vague d'expansion des projets de centrales hydroélectriques progresse dans les pays du Sud global sous la bannière de la production d'« énergie propre », de la mise-en-oeuvre de la « transition énergétique » et de la promotion d'une « économie à faible émission de carbone ». Le 14 mars, un groupe de communautés ont publié une déclaration commune dénonçant la traînée de destruction que les grands barrages ont déjà causée dans le monde entier, rejetant davantage de barrages et criant haut et fort : les grandes centrales hydroélectriques ne font pas d'énergie propre !.

Au cours des 30 dernières années, environ 15 méga barrages hydroélectriques ont été construits sur le Mékong, tant en amont, en territoire chinois, qu'en aval, au Laos, causant la mort et la destruction sur l'un des plus grands fleuves du monde, dont dépendent des millions de personnes pour leur survie. Actuellement, huit nouveaux barrages sont en cours de conception sur la rivière. L'un des projets les plus destructeurs est la centrale hydroélectrique de Phou Ngoy au Laos. Le long du Mékong et de la rivière Mun, les communautés qui luttent contre cette plante avertissent que son achèvement, parallèlement avec d'autres projets de barrages, signifiera, une fois pour toutes, la mort du Mékong.

Le gouvernement indonésien, pour sa part, a l'intention d'encourager fortement la construction de méga centrales hydroélectriques dans les années à venir sous la devise de « transition verte ». Au nord de l'île de Kalimantan, sur la rivière Mentarang, la construction d'un méga-barrage, le plus grand d'Indonésie, a déjà commencé, affectant directement la survie d'une dizaine de communautés autochtones Punan, en plus de 20 autres qui seront indirectement touchées. L'électricité produite fournirait deux autres mégaprojets « verts » : un parc industriel appelé KIPI situé sur la côte et la nouvelle capitale « verte » de l'Indonésie, avec également des impacts dévastateurs (1). En outre, sur d'autres îles de l'archipel, des mégaprojets de centrales hydroélectriques plus destructeurs sont prévus, comme en Papouasie, avec de grands projets de barrages sur les rivières Mamberano, Warsamson et Muyu.

L'expérience de lutte et de résistance accumulée par les communautés de la région du Mékong a incité les communautés Punan indonésiennes à leur rendre visite pour échanger des expériences pendant quatre jours en février 2025. Ce furent des échanges profonds avec d'autres militants, dans la certitude que malgré les nombreuses différences, il n'y a pas d'autre moyen que de marcher ensemble en tant que collectif pour faire face à la nouvelle vague de centrales hydroélectriques qui a déjà commencé dans la région.

À l'occasion du 14 mars, journée internationale d'action contre les barrages, les communautés rassemblées ont publié la déclaration suivante réaffirmant l'importance et l'engagement de la lutte commune, montrant que « nous sommes unis et fermes dans la lutte collective pour défendre nos

rivières, nos forêts et notre avenir contre les fausses solutions vertes et la cupidité des entreprises
».

Consultez la déclaration ci-dessous et cliquez [ici](#) pour la signer. :

(1) Voir plus d'informations sur KIPI et les impacts dévastateurs de la nouvelle capitale indonésienne dans les bulletins WRM 268 et Bulletin 264, respectivement, disponibles sur <https://www.wrm.org.uy/pt/bulletin>.

**Déclaration commune
des communautés et des peuples qui s'opposent aux grands barrages hydroélectriques en Asie
du Sud-Est, en Amérique latine et dans le monde entier**

Cette déclaration est publiée par les représentants des communautés du Mékong en Thaïlande, du Mentarang en Indonésie et de l'Amérique latine, qui se sont réunis en Thaïlande en février 2025 pour échanger sur leurs expériences et renforcer leurs luttes contre les projets de barrages destructeurs. Ces luttes ne sont pas isolées : elles représentent et côtoient des dizaines d'autres luttes contre des projets et des plans de grands barrages le long des rivières de la région du Mékong, de la Chine au Vietnam, dans toute l'Indonésie de la Papouasie à Sumatra, dans toute l'Amérique latine et dans de nombreuses autres parties du monde.

En cette Journée internationale d'action contre les barrages, nous, peuples autochtones et communautés locales dont la survie dépend de nos rivières, sommes unis pour rejeter l'affirmation fallacieuse selon laquelle les grands barrages hydroélectriques sont une énergie propre.

Depuis des décennies, nos terres, nos cours d'eau et nos modes de vie sont sacrifiés sous le prétexte du « développement ». Les vaines promesses d'emplois, de prospérité et d'énergie propre se sont traduites par des maisons inondées, des moyens de subsistance détruits, un effondrement de la pêche et une dévastation irréversible de l'environnement.

Alors que la crise climatique est instrumentalisée pour accélérer la pression mondiale en faveur des énergies renouvelables, nous réaffirmons – avec une clarté et une conviction absolues – que les grands barrages hydroélectriques ne sont pas une solution à la crise climatique : les grands barrages hydroélectriques ne fournissent pas une énergie propre. Ce sont des facteurs de violence, de déplacement forcé et de destruction.

Les gouvernements, les entreprises et les institutions financières continuent d'imposer des projets de barrages destructeurs dans toute la péninsule indochinoise – du Mékong à la Mentarang – ainsi que sur d'autres cours d'eau essentiels en Amérique latine et dans le monde entier. Ces projets sont abusivement présentés comme produisant de l'énergie « verte », alors même qu'ils dévastent les rivières, les forêts et les communautés autochtones. Derrière ces barrages se cachent de puissants projets centralisés de commerce de l'énergie, tels que le réseau électrique de l'ASEAN (ASEAN Power Grid), l'initiative des Nouvelles routes de la soie (BRI) et les projets stratégiques nationaux

de l'Indonésie, qui tous favorisent les profits des entreprises au détriment direct des communautés et des écosystèmes.

Les menaces vont bien au-delà des barrages hydroélectriques. Dans les différentes régions, d'autres types de barrages – notamment les barrages de retenue de résidus miniers, conséquence de l'extraction incessante de minerais dans le cadre d'une économie dite bas carbone – font courir de graves risques aux communautés avoisinantes, comme l'ont tragiquement démontré les ruptures des barrages de Mariana et de Brumadinho, au Brésil. Dans le même temps, les barrages d'irrigation construits pour servir les grands projets agro-industriels causent de graves dommages environnementaux et sociaux, tout en aggravant encore la crise de l'eau.

Nous, communautés unies en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et dans le monde entier, exigeons :

1. L'arrêt immédiat du financement et de l'achat d'électricité provenant de barrages destructeurs.
 2. Le rejet de tous les projets de barrages à grande échelle qui dévastent les rivières, forcent le déplacement des communautés et accélèrent la crise climatique.
 3. Une véritable transition énergétique, menée par les communautés – une transition qui prend sa source dans les droits des communautés et est fondée sur la restauration écologique, et non sur des mégaprojets des entreprises.
- Nous sommes unis, déterminés dans notre lutte collective pour défendre nos rivières, nos forêts et notre avenir contre les fausses solutions vertes et la cupidité des entreprises.

14 mars 2025

SIGNER EN SOLIDARITÉ [ICI](#)

(date limite le 31 mai)

Signataires initiaux :

1. Gerakan Selamatkan hutan, tanah dan Manusia Malamo (Tolak Bendungan Warsamson) — Save Forest, land and Malamo people movement (Against Warsamson River Dam), Indonesia
2. Hug Chaingkan Community group, Thailand
3. Hug Mekong Association, Thailand
4. Komunitas Masyarakat Hukum Adat suku Muyu (Tolak Bendungan kali Muyu) — Indigenous People Muyu Tribe Community (Against Muyu River Dam), Indonesia
5. Living River Association, Thailand
6. MAB (Movement of People Affected by Dams in Brazil)
7. MAR (Movement of People Affected by Dams), Latin America
8. Northeastern Mekong River Protection Network, Thailand
9. Northeastern Network for Natural Resources and Environment, Thailand
10. People's Network to Protect the Mekong River, Thailand
11. Punan Sekalak Community, Mentarang-Tubu River, North Kalimantan, Indonesia

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

12. Thai Mekong People in 8 Provinces
13. Southern Peasants' Federation of Thailand (SPFT)
14. Tamui Community-Based School, Thailand
15. Lao Highlander Network
16. Mekong Community Institute Association (MCI), Thailand
17. Ubon Monitoring Group on Flood and Mekong Dams (UMFD)
18. Earthrights international. Mekong
19. ETOs Watch Coalition
20. Focus on the Global South (FOCUS)
21. Human Rights and Environment Association, Thailand
22. Just Energy Transition in Thailand (JET in Thailand)
23. Land Watch Thai
24. Laos Dam Investment Monitor (LDIM)
25. Mekong Energy and Ecology Network (MEENet)
26. Nature care, Thailand
27. NUGAL Institute for Social and Ecological Studies, Indonesia
28. Project SEVANA South-East Asia
29. School of Democratic Economics, Indonesia
30. The Association of Northeast Thailand Community Network in 7 Provinces along the Mekong Basin (ComNetMekong)
31. The Mekong Butterfly, Thailand
32. Towards Organic Asia (TOA)
33. World Rainforest Movement (WRM)

Déclaration Solidaritas Merauke, un appel urgent de la Papouasie : Stop au projet stratégique national de Merauke

La « Deklarasi Solidaritas Merauke » (Déclaration de solidarité de Merauke, voir plus loin) a été rédigée collectivement par les participants à la « Konsolidasi Solidaritas Merauke » (Réunion de regroupement de solidarité de Merauke), un rassemblement populaire qui a eu lieu dans la ville de Merauke, dans la province de Papouasie du Sud, en mars 2025. La déclaration appelle à l'arrêt immédiat du Projet stratégique national (PSN) de Merauke.

AEEn 2023, le président de l'époque, Joko Widodo (Jokowi), a désigné Merauke, en Papouasie du Sud, comme site d'un nouveau projet stratégique national (PSN) Ce programme de production alimentaire et énergétique couvre 2 millions d'hectares. Il est axé sur les plantations de riz et de canne à sucre, cette dernière culture ayant pour objectif de produire du sucre et du bioéthanol. S'il est entièrement mis en œuvre, ce projet pourrait devenir la plus grande opération de déforestation au monde, affectant directement une population autochtone de 40 000 personnes. (1)

La réunion a rassemblé 256 participants, venus non seulement de Merauke, mais aussi de villages de toute la Papouasie ainsi que de dizaines d'autres îles, dont les Moluques (Maluku), Borneo (Kalimantan), les Petites îles de la Sonde orientales (Nusa Tenggara), Célèbes (Sulawesi) et Sumatra. Ce qui les unit, c'est leur opposition à la politique coloniale, socialement et écologiquement néfaste du gouvernement central de Jakarta, incarnée par les Projets stratégiques nationaux (PSN). À l'heure actuelle, près de 200 projets et programmes de grande envergure bénéficient de ce statut à travers l'archipel.

L'Indonésie a ratifié plusieurs protocoles relatifs aux droits humains, notamment ceux qui visent à protéger les peuples autochtones. Pourtant, chaque décision gouvernementale de créer un nouveau PSN est prise sans aucune consultation publique, ce qui reflète une approche profondément antidémocratique. De plus, une fois qu'un investissement PSN reçoit le feu vert du gouvernement central, les communautés présentes à l'intérieur et autour d'un site PSN doivent se plier à des protocoles de sécurité draconiens. Chaque fois qu'une communauté décide de s'opposer à un PSN, elle risque d'être confrontée à des intimidations, des criminalisations, voire pire.

Merauke a été choisi comme lieu de ce grand rassemblement populaire en raison de la manière particulière dont le PSN Merauke y est mis en œuvre. Dès le début, le projet s'est caractérisé par une approche militariste (2) et a été conçu pour profiter aux oligarchies. En 2024, l'armée a inauguré des travaux pour établir cinq nouveaux bataillons dans des zones « sujettes aux conflits » à travers la Papouasie, dont deux basés à Merauke. Ironiquement, alors que la priorité numéro un du nouveau gouvernement Prabowo est de fournir des repas gratuits à tous les élèves indonésiens, le PSN de Merauke est en train de détruire la souveraineté alimentaire de milliers de Papous.

Le PSN de Merauke a été précédé par un PSN similaire, le « Merauke Integrated Food and Energy Estate » (MIFEE), lancé en 2010. Les leçons tirées de ce programme montrent qu'il a abouti à « des accaparements de terres, des acquisitions et la concentration des terres entre les mains de quelques détenteurs de capitaux, l'exploitation de la main d'œuvre, la déforestation, des sécheresses récurrentes et généralisées et des catastrophes écologiques, de la malnutrition et des pénuries alimentaires, de la corruption, de la violence et des violations des droits humains, dont les victimes sont les populations autochtones et les villageois vivant autour du projet ». (3)

Voir ci-dessous le texte intégral de la déclaration, également disponible [ici](#).

Déclaration de Solidaritas Merauke

Cette déclaration est le fruit de notre travail collectif au sein du mouvement Solidaritas Merauke. Elle est issue des récits partagés de nos souffrances et traumatismes collectifs résultant des crimes étatico-corporatifs, en particulier au nom des projets stratégiques nationaux (PSN), qui occupent notre espace de vie et nous en dépossèdent, et souillent ce que nous considérons comme sacré.

La destruction et l'extinction de notre mode de vie, de nos connaissances et de notre spiritualité autochtone continuent de s'intensifier. Nous perdons notre identité, la mémoire historique de qui nous sommes, nos lieux sacrés, nos liens avec la terre et la nature. Nous perdons nos sources d'alimentation, nos sources de médicaments, nos sources de subsistance et notre indépendance économique. En plus de cela, nous subissons discriminations, travaux forcés, violences physiques, intimidations et à criminalisations. Cette catastrophe devrait être qualifiée d'état d'urgence pour le bien des populations.

Il est évident que ces souffrances constantes et cette catastrophe sont le reflet d'un colonialisme édulcoré par un ensemble disparate de lois et de réglementations. Il est paradoxal qu'en réponse au pillage des richesses des populations, à la coercition et à l'utilisation de la force de la loi, du pouvoir politique, économique et militaire, aux fausses promesses de prospérité, à la destruction des corps humains et à l'exploitation des hommes par d'autres hommes, les populations soient censées se satisfaire d'un programme de « repas nutritifs gratuits ».

Nous, Solidaritas Merauke, déclarons notre rejet total des manœuvres qui visent à s'emparer des richesses populaires sous couvert de réformes politiques. Nous exigeons l'arrêt total et immédiat du Projet Stratégique National (PSN) et de tous les autres projets invoquant un prétendu « intérêt national » mais victimisant clairement les populations. Les auteurs de ces crimes étatico-corporatifs doivent restituer toutes les richesses volées aux populations et restaurer immédiatement leur santé et leur espace de vie dans toutes les zones sacrifiées au nom des intérêts nationaux.

Aucune île n'est trop grande ou trop petite pour que son paysage soit détruit. Si ces signes flagrants de catastrophe continuent d'être ignorés, nous assisterons inévitablement à une accélération sans précédent du chaos socio-écologique dans les îles, de la Papouasie à Sumatra.

Sata Kekuatan ! Satu Perlawanan ! Rawat Kehidupan ! (Un seul pouvoir ! Une seule lutte ! Défendons la vie !

Merauke, le 14 mars 2025

(1) Document d'information du Yayasan Pusaka Bentala Rakyat, mis à jour en septembre 2024, « The National Strategic Project (PSN) of Food and Energy Development in Merauke Regency, South Papua Province: Violating Human Rights and Worsening Environmental Crisis » (Le projet stratégique national (PSN) de développement de l'alimentation et de l'énergie dans la régence de Merauke, province de Papouasie du Sud : violation des droits humains et aggravation de la crise environnementale)

(2) Courte vidéo de « The Gecko Project », de mars 2025, « Militarised deforestation in Papua: how Indonesia is converting indigenous forest into farms » (Déforestation militarisée en Papouasie : comment l'Indonésie convertit les forêts autochtones en fermes), disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=XjVjNmv5ZC4>

(3) Idem (1)

TIRÉ DES ARCHIVES DU BULLETIN DU WRM

À relire : Méga-plantations de pins en Patagonie argentine : envahissement des terres, incendies et pénuries d'eau

Au cours des premiers mois de l'année 2025, les incendies de forêt ont à nouveau touché des centaines de familles et brûlé des dizaines de milliers d'hectares en Patagonie argentine. À ce propos, nous vous rappelons un article d'Aguayala publié dans le Bulletin 259 du WRM, qui explique comment les plantations industrielles de pins ont été l'une des principales causes non seulement d'incendies de forêt meurtriers, mais aussi d'accaparement de terres, de déforestation, d'épuisement des ressources en eau et de conflits violents avec les communautés mapuches. Dans le même temps, ces plantations ont été présentées à tort comme une solution au changement climatique. [Pour consulter cet article ici.](#)

RECOMMANDATIONS

« Le pire fonds de conservation jamais créé »

En marge de la conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra en 2023 aux Émirats arabes unis, le gouvernement brésilien a présenté le « Fonds pour la protection des forêts tropicales » (Tropical Forests Forever Facility - TFFF). Initialement imaginé par la Banque mondiale en 2018, ce fonds devrait être lancé lors de la conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra en 2025 dans la ville amazonienne de Belém, au Brésil. Les investissements et les dons du secteur privé et du secteur public serviraient à fournir le capital de départ nécessaire aux gestionnaires financiers pour spéculer sur les marchés financiers. L'argent résultant des paris financiers, une fois les dividendes versées aux investisseurs du TFFF, sera réparti entre les pays du Sud global pour financer des initiatives de protection des forêts. En mars 2025, la Fondation bolivienne Solon a publié une critique du TFFF. Elle reprend les trois principales faiblesses

identifiées par le groupe de réflexion du Green Finance Observatory : (1) l'investissement est structuré en faveur des pays riches et des investisseurs ; (2) le financement de la conservation des forêts tropicales est conditionné à des paris sur les marchés boursiers ; et (3) le TFFF pourrait être utilisé par les pays riches pour éviter les demandes de financement de la conservation émanant des pays du Sud global. The Tropical Forests Forever Facility - « The worst conservation fund ever », (Le fonds pour la protection des forêts tropicales - « Le pire fonds de conservation jamais créé ») selon le portail internet [REDD-Monitor](#).

Fundación Solón. TFFF : [Una falsa solución para los bosques tropicales.](#)

Green Finance Observatory : [The many questions raised by the Tropical Forests Forever Facility.](#)

Les communautés autochtones de Marudi s'opposent au projet carbone d'une société d'exploitation forestière au Sarawak, en Malaisie

Samling est une société malaisienne tristement célèbre pour ses activités destructrices dans les secteurs de l'exploitation forestière, des plantations et de la construction. Depuis des décennies, elle fait face à l'opposition de peuples autochtones comme les Penan (voir par exemple le Bulletin 100 du WRM) et les Kenyah pour la destruction de leurs terres coutumières. (1) En décembre 2023, la filiale de Samling, SaraCarbon, a inscrit un projet carbone dans l'État malaisien de Sarawak sur le registre du programme de certification de crédits carbone Verra. (2) Ce projet carbone repose sur l'affirmation douteuse selon laquelle la société comptait détruire des forêts marécageuses pour y installer des plantations d'acacias sur plus de 30 000 hectares. Les habitants de la région affirment toutefois que ces terres se sont avérées inadaptées à ce type de plantations.

SaraCarbon cherchait donc à obtenir des crédits carbone pour la protection de forêts qu'elle n'avait en réalité aucune intention crédible de détruire. En février 2025, des villageois ont manifesté avec des banderoles pour dénoncer le projet de carbone de Samling, qu'ils estiment violer leurs droits fonciers sur leurs territoires coutumiers autochtones. (3) « La communauté estime que ce projet de crédits carbone ne profite pas aux populations autochtones, ne résout pas les problèmes liés au changement climatique et constitue une violation des territoires coutumiers autochtones », écrit Sarawak Report. (4)

(1) [Mongabay. 2021. Threat of legal action against Indigenous Borneans protesting timber company.](#)

(2) [Verra carbon registry. Marudi Forest Conservation and Restoration project.](#)

(3) [REDD-Monitor. 2025. Marudi Indigenous communities oppose Samling's carbon project in Sarawak, Malaysia.](#)

(4) [Sarawak Report. 2025. Marudi Villagers Protest Against Samling's 'SaraCarbon' Carbon Credit Project.](#)

Cameroun : la lutte pour leurs terres ancestrales continue !

Les communautés d'Apouh à Ngog, dans l'arrondissement d'Édéa, au Cameroun, continuent de résister aux violences de la société Socapalm (filiale de SOCFIN) et des soldats lourdement armés qui cherchent à les empêcher de récupérer une partie de leurs terres ancestrales pour des cultures vivrières, après des années d'occupation par des plantations industrielles de palmiers à huile.

L'opinion internationale et nationale doit être vigilante et suivre de près cette situation.

C'est pourquoi nous publions un article décrivant ce qui se passe, avec des photos qui illustrent la violence et l'impunité avec lesquelles opèrent ces sociétés.

Nous sommes vigilants : solidarité avec la communauté d'Apouh à Ngog !

[Lire l'article de Mongabay.](#)

**Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :
Bulletin 274 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Des stratégies douteuses
au service de l'économie "verte" » (<https://wrm.org.uy/fr/>)**

*Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples
qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.*

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

**¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« Des gouvernements et des ONG au service des entreprises : impacts et luttes de résistance » ?
Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur
[ce lien](#)**

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 2605 6943

wrm@wrm.org.uy

<http://wrm.org.uy/fr/>